

Collectif Stop Paradis Fiscaux 45

c/o CCFD-Terre Solidaire

51 Bd Aristide Briand

45000 Orléans

stop.paradisfiscaux.45@gmail.com



Sujet : votre position contre les paradis fiscaux.

Monsieur, Madame,

Vous êtes candidat(e) aux élections départementales des 22 et 29 mars prochains.

Le **collectif Stop Paradis Fiscaux 45** désire vous interpeller sur la position du Conseil général envers les paradis fiscaux. Pourquoi ?

L'évasion fiscale, une actualité brûlante

La crise de 2008 a mis en lumière l'insuffisance de régulation internationale des mouvements financiers. Parmi les éléments de déstabilisation de l'économie mondiale, figure l'existence d'États ou d'entités pratiquant des concurrences fiscales déloyales, favorisant l'évasion de capitaux et concourant ainsi à priver les autres États de ressources financières : les paradis fiscaux.

Pour la France, 60 à 80 milliards d'euros, ce sont les recettes qui échappent au pays, à cause de l'évasion fiscale et de la fraude (sur les bénéfices des sociétés, le revenu, l'ISF, la TVA ...). En amputant les États d'une part importante des recettes fiscales qui devraient leur revenir pour financer les dépenses publiques, les paradis fiscaux participent à la dégradation de la justice sociale et de la vie quotidienne de chaque citoyen, en France comme dans les pays du Sud : couverture santé, indemnités chômage, revenus sociaux, retraites...

Pourquoi les paradis fiscaux sont malfaisants

- Véritables trous noirs de la finance, ces territoires ne font pas appliquer les règles internationales de prudence financière.
- l'évasion fiscale prive les États du nord et du sud de recettes fiscales indispensables pour financer les services et les investissements publics.
- l'opacité financière des paradis fiscaux favorise la corruption et la délinquance économique et financière.

Ce que le Conseil Général du Loiret peut faire

Dès 2009, la Plate-Forme nationale Paradis Fiscaux et Judiciaires¹ lance la campagne *Stop Paradis fiscaux*² et appelle partis politiques et collectivités locales à promouvoir la transparence financière, en exigeant une responsabilité financière accrue à leurs partenaires financiers.

A ce jour, ce sont 40 collectivités locales (Régions, Conseils généraux, Communautés d'agglomération et communes)³ qui ont pris des engagements dans le cadre de la lutte contre les paradis fiscaux.

Grâce aux engagements des régions et à une forte mobilisation de la société civile, l'obligation pour les banques françaises de publier des informations sur leurs activités dans les différents pays où elles sont implantées (liste de leurs filiales et de leurs activités, puis pays par pays, produit net bancaire et nombre d'employés) est introduite dans la loi bancaire de 2013.

Aujourd'hui, les collectivités territoriales peuvent continuer de participer à la lutte contre les paradis fiscaux en demandant cette transparence pays par pays aux assurances et aux entreprises avec lesquelles elles travaillent.

Dans ce cadre, la mobilisation des collectivités territoriales peut être déterminante :

1. Sur le modèle des délibérations existantes (à condition que le terme utilisé dans la délibération soit « partenaire financier » et non bancaire), le Conseil Général peut exiger la même transparence des assurances avec lesquelles il travaille. *Voir la délibération proposée n°1.*
2. Une autre option serait de proposer une délibération pour inclure la transparence pays par pays pour toutes les entreprises avec lesquelles le Conseil général travaille en utilisant les clauses d'exécution des contrats. *Voir la délibération proposée n°2.*

Quelle est votre position ?

Vous êtes candidat(e) aux élections départementales, nous vous demandons de vous prononcer sur l'engagement que vous comptez prendre, si vous êtes élu(e), au sein du Conseil Général du Loiret dans la lutte contre les paradis fiscaux et les dangereux dérèglements qu'ils provoquent.

Nous attendons votre réponse, que vous pouvez nous faire parvenir, par mail ou par voie postale, à l'adresse notée en haut de cette lettre.

Le collectif "Stop Paradis Fiscaux 45" a été créé le 10 octobre 2014 à Orléans. Il se propose d'informer le public et d'interpeller les élus sur le scandale de l'évasion fiscale au profit d'une minorité de nantis et au détriment des populations. Il est constitué des organisations suivantes : Attac 45, CCFD-Terre Solidaire, Collectif Roosevelt, Oxfam, Secours Catholique, La Vie Nouvelle.



1 <http://www.stopparadisfiscaux.fr/>

2 <http://www.stopparadisfiscaux.fr/agir-et-avancees/la-campagne-stop-paradis-fiscaux/>

3 http://www.stopparadisfiscaux.fr/IMG/pdf/Doc_avancees_TABLEAUX_Oct_13.pdf

Engagement des collectivités territoriales pour la transparence des acteurs financiers (banques et assurances)

Délibération type 2014

I – EXIGENCE DE TRANSPARENCE A L'EGARD DES PARTENAIRES BANCAIRES ET FINANCIERS

[la collectivité territoriale XX] instaure désormais des règles de transparence et d'éthique dans ses relations avec ses partenaires bancaires et financiers dans le cadre d'une démarche visant à inscrire l'action territoriale dans une perspective de développement durable et de transparence.

II – PROCEDURES DE SELECTION DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET FINANCIERS

Dans le cadre des procédures de sélection des établissements bancaires et financiers, auprès desquels **[la collectivité territoriale XX]** pourrait contracter une ligne de trésorerie, un emprunt bancaire ou un contrat d'assurance, ou à qui elle confierait le rôle d'arrangeur dans le cadre d'une émission obligataire ou un rôle d'établissement contrepartie dans le cadre d'une opération de gestion de la dette, **[la collectivité territoriale XX]** demandera aux établissements :

- de préciser leur situation et celle des entités dans lesquelles ils possèdent une participation au regard de la liste des Etats et territoires non coopératifs, telle que définie annuellement par arrêté ministériel au 1er janvier, en application du deuxième alinéa du paragraphe 1 de l'article 238-0 A du code général des impôts.
- de présenter les procédures et outils dont ils se sont dotés pour lutter contre le blanchiment, la corruption et la fraude fiscale
- de présenter les outils pour favoriser l'investissement socialement et écologiquement responsable, en distinguant les formes prises par ces outils et en précisant si les produits sont labellisés et par qui.

Ces éléments seront pris en compte dans le choix de l'établissement à retenir.

Dès que la réglementation applicable à l'achat de prestations de services financiers en ouvrira la possibilité, **[la collectivité territoriale XX]** refusera de prendre en considération les offres ou propositions de services présentées par des organismes bancaires ou financiers qui, pour l'application du précédent alinéa, ont déclaré exercer eux-mêmes ou par un organisme qui figure dans les comptes consolidés du groupe, une activité dans les états ou territoires figurant sur la liste prévue à l'article 238-0 A du code général des impôts.

III – OBLIGATIONS D'INFORMATION DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE PAR SES PARTENAIRES BANCAIRES ET FINANCIERS

De même que **[la collectivité territoriale XX]** fournit chaque année à ses partenaires bancaires et financiers un descriptif transparent de sa situation financière, il sera demandé aux établissements avec lesquels elle contractera de fournir annuellement des détails sur leur activité.

[la collectivité territoriale XX] demandera aux établissements avec lesquels elle aura contracté en application du présent règlement de présenter annuellement, au plus tard dans les six mois suivant la reddition des comptes annuels, un état, pays par pays, portant information :

- de la raison sociale sous laquelle eux-mêmes, ou les établissements dans lesquels ils possèdent une participation, opèrent ;
- de leurs activités et de celles des établissements dans lesquels ils possèdent une participation ;
- du chiffre d'affaires et du résultat d'exercice enregistrés ;
- des effectifs employés ;
- des impôts et taxes versés aux autorités publiques locales, dans le cadre des lois fiscales en vigueur.

IV – MODALITES D'INFORMATION

L'ensemble de ces éléments fera l'objet d'une discussion en commission des finances et d'une présentation annuelle en Assemblée plénière avec le compte administratif. Au vu de ces éléments, **[la collectivité territoriale XX]** pourra décider de modifier et d'étendre le présent règlement.

Engagement des collectivités territoriales pour la transparence des entreprises titulaires de marchés publics

Délibération type 2014

[la collectivité territoriale XX] invitera l'ensemble des futurs titulaires de marchés à faire montre de transparence en fournissant annuellement tout au long de l'exécution des marchés des informations au moins identiques à celles imposées aux banques par la loi de séparation bancaire adoptée en juillet 2013.

Elle indiquera dans les clauses d'exécution des contrats :

« Pour manifester sa volonté de transparence, le titulaire est invité à présenter annuellement à **la collectivité territoriale XXX au** plus tard six mois après la reddition de ses comptes annuels, un état, pays par pays, portant information :

- de la raison sociale sous laquelle lui-même, ou l'ensemble des entités du périmètre de consolidation de ses comptes, opère ;
- du chiffre d'affaires et du résultat d'exercice enregistrés ;
- des effectifs employés ;
- des impôts et taxes versés
- des subventions publiques reçues. »

L'ensemble de ces éléments fera l'objet d'une discussion en commission des finances et d'une présentation annuelle en Assemblée plénière avec le compte administratif. Au vu de ces éléments, **[la collectivité territoriale XX]** pourra décider de modifier et d'étendre le présent règlement.